

**MARCHE PUBLIC DE SERVICES :  
PRESTATIONS INTELLECTUELLES**

**CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES  
(CCP)**

**(CCP N° DREALN-ATELIER- DES - SOLUTIONS)**

***Pouvoir adjudicateur exerçant la maîtrise d'ouvrage***

ÉTAT – MINISTÈRES AMENAGEMENT DU TERRITOIRE TRANSITION  
ÉCOLOGIQUE  
Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Normandie  
(DREAL)

***Représentant du Pouvoir Adjudicateur (RPA)***

Madame la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du  
Logement agissant par délégation de Monsieur le Préfet de la Région Normandie,  
Préfet de la Seine-Maritime

***Objet du marché***

Atelier des Solutions : mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage

***Remise des offres***

Date limite de réception : 22 avril 2025

Le présent CCP comporte 2 annexes.

# I - CLAUSES ADMINISTRATIVES

## SOMMAIRE

Pages

### CLAUSES ADMINISTRATIVES

ARTICLE PREMIER. OBJET - INTERVENANTS - DISPOSITIONS GENERALES.....	3
1-1. Objet du marché.....	3
1-2. Intervenants.....	3
1-3. Décomposition en tranches et en lots.....	3
1-4. Point de départ du délai d'exécution.....	3
1-5. Dispositions générales.....	4
ARTICLE 2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHE.....	6
ARTICLE 3. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE.....	6
ARTICLE 4. PRIX - RÈGLEMENT DES COMPTES - VARIATION DANS LES PRIX.....	7
4-1. Prix - Éléments de mission.....	7
4-2. Règlement des comptes.....	7
4-3. Variation dans les prix.....	8
ARTICLE 5. PENALITES POUR RETARD D'EXECUTION.....	8
ARTICLE 6. AVANCES.....	8
ARTICLE 7. APPROBATION - RÉCEPTION - ARRÊT DES PRESTATIONS.....	8
ARTICLE 8. RESILIATION.....	8
ARTICLE 9. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX.....	9

### CLAUSES TECHNIQUES

ARTICLE 1er. OBJET DE LA MISSIONS	
1.1. Ambitions et objectifs.....	10
1.2. Le contexte territorial.....	11
1.3. Les fondamentaux de la démarche.....	12
1.4. Les participants de la démarche.....	13
ARTICLE 2. CONTENU DETAILLE DE LA PRESTATION.....	14
2.1. Le pilotage.....	14
2.2. Phase de lancement.....	14
2.3. Phases d'ateliers.....	15
2.4. Phase de restitution.....	16
2.5. Le calendrier prévisionnel.....	17
2.6. Livrables.....	17
2.7. Compétences attendues.....	18
DOCUMENTS NON CONTRACTUELS.....	20

# I - CLAUSES ADMINISTRATIVES

*Dans la suite du présent document le pouvoir adjudicateur est désigné "Maître de l'ouvrage".*

## **ARTICLE PREMIER. OBJET - INTERVENANTS - DISPOSITIONS GENERALES**

### **1-1. Objet du marché**

Atelier des Solutions : mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage auprès de la DREAL Normandie en collaboration avec la DDTM76 et la DGALN, pour accompagner les porteurs de projets dans la mise en œuvre de la séquence Eviter-Réduire-Compenser (ERC) dans la vallée normande de la Seine.

Le lieu d'exécution est le suivant : Région Normandie et plus particulièrement vallée de la Seine. Des réunions pourront être organisées à Rouen, Port-Jérôme, le Havre.

### **1-2. Intervenants**

#### **1.2.1 - Représentation du titulaire du marché**

Le chef de projet est nommé dans l'acte d'engagement, à l'article 1. Les stipulations de l'article 3-4.3 du CCAG-PI sont applicables.

#### **1.2.2 - Représentation du pouvoir adjudicateur**

Pour l'exécution du marché, les personnes physiques désignées ci-après sont habilitées à représenter le Représentant du Pouvoir Adjudicateur (RPA) auprès du prestataire : Madame la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie.

#### **1.2.3 - Sous-traitants**

Les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement sont formulées dans le projet d'acte spécial.

Le prestataire doit joindre, en sus des renseignements exigés par l'article 134 1° du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016, l'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle visée à l'article 1-5.3. ci-dessus.

### **1-3. Décomposition en tranches et en lots**

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches, les prestations ne sont pas réparties en lots.

### **1-4. Point de départ du délai d'exécution**

Les stipulations correspondantes figurent dans l'acte d'engagement.

## **1-5. Dispositions générales**

### **1-5.1. Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail**

Le prestataire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail. Le prestataire met en œuvre les principes généraux de prévention définis à l'article L.4121-2 du Code du Travail.

Le prestataire doit être en mesure de justifier pour lui-même et ses sous-traitants quel que soit leur rang, sur simple demande du RPA, du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.

Il devra, sur demande du RPA, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail et de ceux de ses sous-traitants.

En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies à l'article 32.1 du CCAG.

En application de l'article D.8222-5 du Code du Travail, le prestataire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

Dans le cas de prestataires groupés, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant le début de la notification du marché, le prestataire, qu'il soit étranger ou non, doit remettre au exploitant la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le prestataire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

### **1-5.2. Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers**

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le prestataire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

En application des articles D.8222-7 et 8 du Code du Travail, le prestataire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le prestataire doit remettre au exploitant la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le prestataire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

La monnaie de compte du marché est **l'euro**. Le prix, libellé en **euros**, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le prestataire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article 134 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... du ..... ayant pour objet .....

Ceci concerne notamment la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée relative à la sous-traitance.

Mes demandes de paiement seront libellées **en euros** et soumises aux modalités de l'article 3-4 du présent CCP.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français."

En application de l'article L1262-4-1 du code du travail, lorsque le prestataire ou le sous-traitant procède à un détachement de travailleurs, il fournit au maître d'ouvrage une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'inspection du travail.

### **1-5.3. Assurance de responsabilité civile professionnelle**

D'une manière générale, le prestataire assume les risques et responsabilités découlant des lois règlements et normes en vigueur. A ce titre, le prestataire répond notamment des responsabilités et garanties résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-2, 1792-3 et 1792-4-1 du code civil.

Les prestataires et leurs sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris l'acheteur public, à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non, du fait de l'opération avant ou après son exécution.

Pour justifier l'ensemble de ces garanties et par dérogation à l'article 9-2 du CCAG-PI, les prestataires doivent fournir une attestation avant la notification du marché, émanant de leur compagnie d'assurance, ainsi que les attestations de leurs sous-traitants répondant aux mêmes conditions de garantie. Ils doivent adresser ces attestations au pouvoir adjudicateur dans le mois qui suit la date d'expiration de la garantie antérieure, pendant toute la durée de leur mission. Sur simple demande du pouvoir adjudicateur, les prestataires doivent justifier à tout moment du paiement de leurs primes ainsi que de celles de leurs sous-traitants.

### **1-5.4. Obligation de discrétion et mesures de sécurité**

Les stipulations de l'article 5 du CCAG-PI s'appliquent.

### **1-5.5. Notifications des décisions**

Dans le cas où les notifications au prestataire devraient être effectuées à une adresse différente de celle figurant dans l'acte d'engagement, le prestataire est tenu de fournir l'adresse avant la notification du marché.

La notification au prestataire des décisions ou informations du pouvoir adjudicateur qui font courir un délai, peut être faite par échanges dématérialisés ou sur supports électroniques dans les conditions suivantes :

a) Si la décision ou l'information fait courir un délai en mois ou en jours :

Dans ce cas les délais commenceront à courir dès réception de l'accusé réception du prestataire dans les conditions définies à l'article 3.2.1 du CCAG-PI. Si cet accusé n'est pas généré automatiquement par l'application informatique du prestataire, ce dernier devra adresser un courriel valant accusé réception dans un délai qui ne devra pas excéder 24 heures. Dans le cas où le prestataire n'accuserait pas réception, une copie du courriel lui sera adressée par télécopie et il

sera réputé l'avoir reçu 24 heures après la date d'envoi figurant sur le courriel initial du représentant du pouvoir adjudicateur.

b) Si la décision ou l'information fait courir un délai en heures :

Dans ce cas les délais commenceront à courir dès réception de l'accusé réception du prestataire. Si cet accusé n'est pas généré automatiquement par l'application informatique du prestataire, ce dernier devra adresser un courriel valant accusé réception dans un délai qui ne devra pas excéder 1 heure. Dans le cas où le prestataire n'accuserait pas réception, une copie du courriel lui sera adressée par télécopie et il sera réputé l'avoir reçu 1 heure après la date d'envoi figurant sur le courriel initial du représentant du pouvoir adjudicateur.

Par réciprocité, la notification au représentant du pouvoir adjudicateur ainsi qu'aux personnes désignées dans les pièces particulières ou générales du marché, des informations ou transmissions du prestataire qui font courir un délai, peut être faite par échanges dématérialisés ou sur supports électroniques dans les mêmes conditions que celles décrites ci avant.

### **1-5.6. Clauses sociales et environnementales**

Sans objet.

## **ARTICLE 2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ**

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI, les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

### **A - Pièces particulières :**

- L'acte d'engagement et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur fait seul foi ;
- Le CCP dont l'exemplaire original conservé dans les archives du RPA fait seul foi ;
- La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire dont l'exemplaire original, conservé dans les archives du RPA fait seul foi.
- Le mémoire technique

### **B - Pièces générales :**

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix tel qu'il est défini à l'article 4-3 du présent CCP.

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (NOR ECOM2106874A).

## **ARTICLE 3. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE**

Les stipulations du CCAG-PI s'appliquent

## **ARTICLE 4. PRIX - RÈGLEMENT DES COMPTES - VARIATION DANS LES PRIX**

### **4-1. Prix - Éléments de mission**

Les prestations faisant l'objet du marché sont réglées par un prix global et forfaitaire.

Ce prix comprend toutes les prestations et interventions nécessaires jusqu'à l'achèvement de la mission.

Le présent marché est constitué des parties techniques et de six réunions :

<b>Partie Technique</b>	<b>Désignation</b>
A	Appropriation des enjeux
B	Animation des ateliers

<b>Désignation</b>	<b>Quantité</b>
Réunion de prise de contact	1
Réunion de clôture de la phase de lancement et de préparation de la phase d'ateliers	1
Réunion pré-atelier 2	1
Réunion pré-atelier 3	1
Réunion pré-séminaire de restitution	1

### **4-2. Règlement des comptes**

#### **4-2.1. Modalités de paiement des avances acomptes, solde et indemnités - Intérêts moratoires**

Le délai global de paiement est fixé à 30 jours.

.Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 à L.2192-14 et R.2192-31 à R.2192-34 et R.2192-36 du CCP, au bénéfice du titulaire et des soustraitants payés directement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Le point de départ du délai global de paiement des acomptes et du solde est la date de réception de la demande d'acompte par le RPA.

#### **4-2.2. Rythme de règlement**

En vue du règlement des sommes dues au titre du marché, le titulaire présentera des demandes d'acomptes au rythme suivant :

- un 1er acompte , à la remise intermédiaire de la prestation selon les dispositions prévues aux articles 3 et 4 du présent cahier des charges.

- Le solde à l'issue de la prestation , sur présentation des éléments attendus aux articles 3 et 5 du présent cahier des charges.

### **4-3. Variation dans les prix**

Le prix des prestations est ferme .

## **ARTICLE 5. PENALITES POUR RETARD D'EXECUTION**

Les pénalités sont appliquées sans mise en demeure, sur simple constat du retard.

Pour le calcul du nombre de jours de retard, il n'est tenu compte ni du jour de la date réelle de remise du document ni du jour de la date limite.

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-PI, une pénalité forfaitaire par jour de retard est fixée à 250€ HT. Elle s'applique sur tous les délais réglementaires au marché.

En cas d'absence aux réunions ou ateliers organisés avec des partenaires extérieurs il sera appliqué une pénalité de 7500 €.

Par dérogation à l'article 14.3 du CCAG-PI, les pénalités de retard sont appliquées quels que soient leurs montants.

## **ARTICLE 6. AVANCES**

| Sans objet.

## **ARTICLE 7. APPROBATION - RÉCEPTION - ARRÊT DES PRESTATIONS**

Les stipulations du CCAG-PI sont applicables.

L'arrêt d'exécution des prestations peut être décidé conformément aux dispositions de l'article 20 du CCAG-PI après l'exécution de chaque partie technique.

## **ARTICLE 8. RESILIATION**

Dans l'hypothèse où le titulaire disparaîtrait par fusion, fusion-absorption ou absorption, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate par le représentant de l'acheteur des éléments énumérés à l'article 3.4.2 du CCAG complétés par l'acte portant la décision de fusion, fusion-absorption ou absorption et la justification de son enregistrement légal.

A défaut, l'acheteur se réserve le droit de résilier le marché en application de l'article 39.1 h) du CCAG.

Outre les cas et les conditions de résiliation du marché définis à l'article 39 du CCAG, l'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 peut entraîner, sans mise en demeure préalable par dérogation à l'article 39.2 du CCAG, la résiliation du marché par décision de l'acheteur signataire du marché aux frais et risques du déclarant.

Lorsque le titulaire est, au cours de l'exécution du marché, placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du CCP ayant pour effet de l'exclure d'un marché, l'acheteur peut résilier le marché pour ce motif ainsi que conformément aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du CCP.

Si le titulaire ne déclare pas sans délai sa mise en redressement judiciaire conformément à l'article L.2195-4 du CCP, l'acheteur peut résilier le marché dans les conditions de l'article 39 du CCAG.



Après mise en demeure restée sans effet dans un délai de deux mois et en application de l'article L8222-6 du Code du travail l'acheteur se réserve la possibilité de résilier le marché en cas de non respect des articles L8221-3 à L8221-6 sur le travail dissimulé

## **ARTICLE 9. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX**

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCP sont apportées aux articles suivants du CCAG-PI :

CCP 1-5.3	déroge à l'article	9-2 du CCAG
CCP 2	déroge à l'article	4.1 du CCAG
CCP 5	déroge aux articles	14.1 et 14.3 du CCAG
CCP 8	déroge à l'article	32.2 du CCAG

## **II- CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES**

### **ARTICLE 1er. OBJET DE LA MISSION**

Le présent marché a pour objet d'assurer une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage auprès de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) Normandie, en vue d'accompagner les porteurs de projets dans la mise en œuvre de la séquence Eviter-Réduire-Compenser (ERC) dans la vallée normande de la Seine.

L'objectif à terme est de constituer une communauté ERC pour accompagner la mise en œuvre opérationnelle d'une gestion concertée, anticipée et mutualisée des mesures compensatoires, en favorisant les interrelations entre acteurs à différentes échelles territoriales afin de faciliter la transition écologique et industrielle de la vallée de la Seine.

## **1.1. Ambitions et objectifs**

La présente mission s'inscrit dans une démarche plus large (voir partie 1.2 Contexte territorial) qui ambitionne de mieux préserver voire restaurer la biodiversité, tout en permettant les projets de développement économique. Pour cela, il convient d'articuler réflexion stratégique à l'échelle de la vallée normande de la Seine, planification à l'échelle des établissements publics de coopération intercommunale (EPCI), et opérationnalisation à l'échelle de chaque projet. Cette démarche est pilotée à haut niveau et doit mobiliser fortement les décideurs et les élus.

La présente mission doit permettre de partager les enjeux, d'identifier le besoin de travail collectif, de proposer des solutions et d'initier une dynamique commune.

Les objectifs visés sont les suivants :

### *Mise en relation des acteurs*

- transcender les points de vue propres à chaque acteur pour construire des convergences autour d'intérêts collectifs ;

### *Partage de la connaissance et des initiatives*

- faire émerger un diagnostic partagé des enjeux liés à la réindustrialisation de la vallée normande de la Seine ;
- partager les expériences des acteurs du territoire sur la séquence ERC, son anticipation, sa mutualisation, les outils permettant de concilier compensations environnementales et activité agricole ;
- proposer des références extraterritoriales de mise en œuvre réussie de la séquence ERC, y compris sur les aspects techniques et sur les aspects de gouvernance ;

### *Mise en place d'outils de mutualisation et d'anticipation des mesures compensatoires*

- fédérer les acteurs autour de la mise en œuvre opérationnelle de la mutualisation et de l'anticipation des mesures compensatoires (via une banque de compensation, un opérateur de compensation...) en s'appuyant sur les expériences existantes ;

### *Communauté ERC*

- poser le cadre d'une communauté perenne d'échanges et de partenariats sur la séquence ERC ;
- définir la gouvernance d'une telle communauté.

## **1.2. Le contexte territorial**

La démarche porte sur le périmètre territorial des EPCI bordant la Seine en région Normandie : Seine Normandie Agglomération, Communauté d'agglomérations Seine-Eure, Communauté de communes (CC) Roumois-Seine, Métropole Rouen Normandie, Caux Seine Agglo, CC Pont-Audemer Val de Risle, CC Pays de Honfleur - Beuzeville, Communauté urbaine Le Havre Seine Métropole (voir carte en annexe).

Ce territoire se caractérise par une forte densité historique de sites industriels et par une dynamique de réindustrialisation. De nombreux projets liés à la décarbonation prévoient de s'implanter :

production d'hydrogène vert (Normand'hy, Lhyfe...), production de carburants de synthèse (KerEAUzen...), production de plastique recyclé ou biosourcé (Eastmann, Futerro...), etc.

Ce contexte entraîne de fait de nombreuses difficultés qui incluent :

- une **tension sur la gestion du foncier**. Notamment, les demandes de compensation se concentrent sur les mêmes espaces, utilisés parfois plusieurs fois pour des mesures compensatoires, et il est de plus en plus difficile d'y répondre correctement et dans des délais compatibles avec les échéances des projets (qui sont nombreux et d'ampleur). La **vigilance sur l'application de la doctrine ERC**, dont les volets évitement et réduction sont insuffisamment appliqués, est indispensable ;
- une **tension sur la gestion des ressources déjà ou bientôt rares** (services écosystémiques des espaces naturels, fonctions écologiques des milieux, abondance et diversité des espèces vivantes, population active apte au travail, eau, sols et air de qualité...) ;
- un impératif de **préservation de l'environnement** ;
- une **augmentation des risques industriels** dans la zone, à prendre en compte dans les aménagements futurs. Par exemple, dans la zone du Havre et de Port-Jérôme, on estime que 8 nouveaux sites Seveso verront le jour dans les 3 prochaines années ;
- un sujet d'intégration du **risque inondation** ;
- la prise en compte des effets du **changement climatique**.

Pour faire face à ces difficultés, les acteurs du territoire sont mobilisés. On peut citer les exemples suivants (liste non-exhaustive) :

- L'État et la Région Normandie ont défini un **socle commun de planification** (stratégie régionale pour la biodiversité, plan régional pour les aires protégées, feuille de route de la COP Normandie). Ce socle est favorable, prioritairement, à la restauration et à la préservation des milieux-clés (zones humides, haies bocagères et prairies) et à la valorisation de leurs effets de capture et de séquestration de carbone.
- l'État et la Région Normandie ont en outre créé les outils communs (**Agence Normande de la Biodiversité et du Développement Durable et Conservatoire botanique de Normandie** notamment) pour agir.
- La région Normandie a mis son **Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires** en conformité avec les objectifs de Zéro Artificialisation Nette.
- Le **Syndicat Mixte de Gestion de la Seine Normande (SMGSN)** a défini un premier niveau de stratégie coordonnée, à l'échelle du Val de Seine, pour la gestion des milieux aquatiques et la protection contre les inondations. Il mène actuellement ses travaux pour préciser cette stratégie et tendre vers des décisions opérationnelles.
- La CC Pays de Honfleur – Beuzeville initiera en 2025 sa stratégie de gestion intégrée de la bande côtière « **Notre littoral pour demain** ».

- L'Établissement Public Foncier de Normandie (EPFN), avec un cofinancement de l'État et la Région Normandie, a finalisé en décembre 2024 un **recensement des friches**.
- Haropa prévoit de développer un **schéma directeur de son patrimoine naturel** et a signé une convention avec le conservatoire du Littoral.
- Des collectivités, comme la Métropole Rouen-Normandie ou Caux Seine Agglo, mènent des **projets ERC** permettant d'anticiper et de mutualiser les mesures compensatoires.

La maîtrise d'ouvrage fournira au prestataire les documents relatifs à ceux des exemples ci-dessus dont la connaissance est impérative.

Cependant, cette mobilisation est encore insuffisante au regard des dynamiques de consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers (ENAF) en Normandie. D'après la cartographie de la consommation foncière (CCF) développée par l'EPFN, ce sont environ 12 000 hectares CCF qui ont été consommés entre 2011 et 2020 dans la région. Dans son rapport annuel 2023, la mission régionale d'autorité environnementale de Normandie soulignait la justification insuffisante de la consommation d'ENAF, le caractère insuffisamment itératif de la démarche ERC des projets, plans ou programmes et le manque de suivi des effets et des mesures de compensation.

Dès 2021, une étude sur *"la mise en place d'un dispositif d'anticipation et de mutualisation de la compensation environnementale pour favoriser la réalisation de projets économiques et d'infrastructures de transport en Normandie"* a été menée par l'EPFN sous le pilotage du Secrétariat Général aux Affaires Régionales (SGAR) avec le soutien de l'Agence Nationale de la Cohésion des Territoires (ANCT). Cette étude porte sur les Territoires d'Industrie Axe Seine et Nord Cotentin. Elle s'est déroulée en trois phases : diagnostic des projets et des besoins en mesures compensatoires, recherche de sites potentiels de compensation, préconisation d'outils. Cette dernière partie compte cinq propositions : création d'une communauté ERC, création de Sites Naturels de Compensation, Restauration et Renaturation (SNCRR) Zones humides, étude d'opportunité d'un SNCRR Boisements, affinage des connaissances des zones humides du Nord Cotentin, création de plans territoriaux ERC. Un questionnaire a été soumis aux EPCI suite à cette étude ; il en ressort en premier lieu une attente concernant la création d'une communauté ERC, et en second lieu un intérêt pour les outils opérationnels (SNCRR et plans territoriaux). L'Atelier des Solutions s'inscrit dans la suite de cette étude et a vocation à répondre aux attentes exprimées par les EPCI.

Le préfet de région a missionné en novembre 2024 la DREAL et la DDTM76 pour accompagner la transition industrielle et écologique de la vallée normande de la Seine. Cette démarche repose sur différents piliers : mobilisation des friches, déploiement d'outils de mutualisation et d'anticipation des mesures compensatoires, création d'une communauté ERC. L'Atelier des Solutions participe à ces deux derniers piliers. Pour le préparer, plusieurs dizaines d'entretiens ont été menés depuis octobre 2024 (voir la liste des entretiens en annexe).

### **1.3. Les fondamentaux de la démarche**

La méthode "Atelier des Solutions" repose sur quelques principes qui s'articulent autour de temps de rencontres sur le terrain :

#### *Écoute*

- La mobilisation d'un prestataire ou d'un duo de prestataires, capable de faire émerger une pensée collective grâce aux **méthodes du design thinking, de l'intelligence collective et à**

**l'apport des sciences comportementales.** Cette équipe apporte un regard neuf, élargi et dégagé du jeu d'acteurs local ; elle participe au renouveau des méthodes de projet et de partenariat ; elle suscite le débat, interpelle les parties prenantes, aide les acteurs à partager les enjeux ;

- **Une écoute active et empathique des acteurs en place**, afin de mettre en lumière la perception du sujet par chaque acteur et d'explorer les désaccords et résistances souvent non exprimées, et les logiques à l'œuvre qui freinent la construction d'une solution commune qui puisse satisfaire les besoins de tous ;

#### *Connaissance*

- **Une approche qui s'appuie sur les connaissances des acteurs locaux**, sur l'expertise des scientifiques normands, sur les spécificités environnementales et culturelles du territoire et sur l'historique des mesures ERC ;
- **L'appropriation partagée des cadres législatifs et réglementaires (y compris marge interprétative) et outils locaux**, par les acteurs locaux ;
- **La représentation spatiale et graphique** en tant qu'outil de pédagogie, de dialogue et de transversalité ;

#### *Mise en débat*

- **Une mise en débat** afin de favoriser la prise de parole et la confrontation des points de vue. Cette dimension participative doit être structurée pour associer le niveau des techniciens mais aussi des décideurs et des élus ;
- **Une validation en continu de la démarche sous forme d'ateliers organisés sur site** : le projet stratégique est construit de manière itérative, en séance avec les participants ;

#### *Plan d'action*

- **Une déclinaison en actions opérationnelles.** La démarche doit concilier mise en action à court terme et vision à long terme.

### **1.4. Les participants à la démarche**

La démarche associe dans un cercle élargi :

- les collectivités territoriales (élus et services en charge de l'environnement, de la planification, de l'aménagement) du niveau régional au niveau intercommunal ;
- la Direction Générale de l'Aménagement, du Logement et de la Nature (DGALN), la Direction générale de la Prévention des Risques (DGPR), la Direction Générale des Infrastructures, des Transports et des Mobilités (DGITM), la Direction Générale de l'Énergie et du Climat (DGEC) le Commissariat Général au Développement Durable (CGDD), l'Autorité environnementale et les services déconcentrés de l'État (préfectures, DREAL, DREETS, DRAAF et DDTMs),
- les opérateurs et établissements publics (en particulier Office français de la biodiversité, Agence normande de la biodiversité et du développement durable, EPFN, Agence de l'eau Seine-Normandie, SMGSN, Conservatoire d'espaces naturels de Normandie, Parc Naturel Régional des Boucles de la Seine, Conservatoire du littoral, SAFER, Haropa),

- les partenaires institutionnels (chambres de commerce et d'industrie, chambre d'agriculture, agences d'urbanismes, fédérations d'industriels),
- des acteurs de la connaissance (GIP Seine-Aval, GIEC normand, INRAE, conseils scientifiques...),
- des associations environnementales.

Cette liste peut évoluer : d'autres acteurs peuvent être associés selon leur intérêt et selon les besoins d'expertise propres à chaque atelier. Les acteurs privés majeurs pourront également être associés.

## **ARTICLE 2. CONTENU DÉTAILLÉ DE LA PRESTATION**

La démarche comprend 3 phases : la phase de lancement, la phase d'ateliers et la phase de restitution. De façon générale, la maîtrise d'ouvrage se charge de l'organisation pratique (invitations, mise à disposition de salles de réunion...). Le prestataire se rend disponible pour des échanges réguliers avec la maîtrise d'ouvrage sous forme d'audio ou de visioconférences.

Il n'est pas prévu que le prestataire assure la réalisation de diagnostics ou études scientifiques spécifiques. Il s'agit d'initier une dynamique collective sur la base des connaissances existantes. Les besoins de connaissances complémentaires qui émergeront pourront faire partie de la feuille de route.

Pour mener à bien la démarche, le prestataire pourra s'appuyer sur la documentation détaillée ci-dessous, qui constituera la base de travail de la démarche :

- études existantes (étude prospective relative à la mise en place d'un dispositif d'anticipation et de mutualisation de la compensation environnementale pour favoriser la réalisation de projets économiques et d'infrastructures de transport en Normandie ; note méthodologique relative au recensement des friches ; mission d'appui au préfet du Nord sur la compensation écologique des projets d'aménagements du Dunkerquois et foncier agricole ; rapport du volet technique du projet Repere mené par le GIP Seine-Aval) ;
- stratégies existantes (Stratégie Régionale pour la Biodiversité Normandie 2030 ; État des lieux environnemental de la Stratégie Régionale des Carrières ; stratégie de gestion des milieux aquatiques sur le territoire su SMGSN) ;
- avis des conseils scientifiques (CSRPN et Conseil Scientifique de l'Estuaire de la Seine) ;
- compte-rendus des entretiens préparatoires menés par la maîtrise d'ouvrage ;
- présentation des outils d'ores et déjà identifiés (GIP Seine Yvelines Environnement, Communauté régionale ERC d'Occitanie, SNCRR, Pogéis, plan territorial ERC pour les chiroptères de la métropole européenne de Lille, Obligations Réelles Environnementales du site de Thalès à Pont-Audemer, site des Moulins à Vent de la Métropole Rouen Normandie, site de compensation de Port-Jérôme 2) ;
- cartes (cartes interactives mises en ligne par la DREAL Normandie ; carte des projets d'aménagement futurs).

Afin de maintenir l'élan et la mobilisation des partenaires, la durée globale ne doit pas dépasser 8 mois.

### **2.1. Le pilotage**

Un comité de pilotage, animé par la DREAL, est constitué avec les membres suivants :

- la DGALN,
- la DREAL Normandie,
- la DREETS Normandie,
- 
- la DDTM76,
- la DDTM27.

Ce comité de pilotage a été consulté préalablement au lancement de cette mission afin d'en valider les contours. Il pourra se réunir avant le séminaire de lancement, avant chaque atelier, avant et après le séminaire de restitution.

Ce comité de pilotage pourra décider de convier d'autres structures à en devenir membres, selon les besoins.

## **2.2. Phase de lancement**

### **Réunion de prise de contact avec des représentants du comité de pilotage de l'atelier et le titulaire du marché**

Elle permet d'identifier l'objectif recherché, les documents existants, les éventuelles interviews complémentaires d'acteurs à réaliser et les questions à leur poser. Elle est animée par la maîtrise d'ouvrage. Elle peut éventuellement avoir lieu par visioconférence.

### **Appropriation par le prestataire des enjeux qui fondent la démarche**

Le prestataire contribue à identifier les forces en présence et les dynamiques en cours. Pour cela, il prend connaissance du territoire, des réseaux d'acteurs et des enjeux, en s'appuyant sur les documents transmis par le comité de pilotage ou qu'il a trouvés de sa propre initiative, ainsi que sur les entretiens préparatoires menés par la maîtrise d'ouvrage. Si besoin et avec l'accord du comité de pilotage, il conduit en complément des interviews d'acteurs locaux choisis avec le comité de pilotage. Dans ce cas, la démarche se fondera sur une écoute active des acteurs en place. Ces interviews doivent permettre (i) d'identifier les forces et singularités essentielles à l'échelle du territoire, (ii) la vision du sujet, les besoins, les problématiques, les désaccords et résistances même non-exprimées, les leviers d'action et les stratégies propres à chacun de ces acteurs, (iii) les points de vigilance pour créer les conditions propices à la concertation et la mise en synergie des acteurs.

### **Réunion avec le comité de pilotage, pour clôturer la phase de lancement et préparer la phase d'atelier**

Elle permet de restituer la synthèse établie par le prestataire, de valider la méthode de concertation proposée par le titulaire sur la base de son diagnostic, d'éventuellement compléter la liste des participants aux ateliers et de finaliser le programme des ateliers.

## **2.3. Phase d'ateliers**

Cette phase d'élaboration et de maturation de la stratégie est rythmée par trois séquences de travail collectif, d'une durée d'une demi-journée ou d'une journée chacune, appelées « Ateliers 1, 2 et 3 »

et rassemblant les participants listés en 1.4. Pour maintenir une participation optimale, la durée totale sera au maximum de 4 demi-journées (avec une seule séquence d'une journée lors de l'atelier 1 par exemple).

L'utilisation des méthodes d'intelligence collective est demandée pour :

- aider les acteurs du territoire à identifier, formuler, puis partager les enjeux pour le territoire pour s'accorder sur des problématiques et défis collectifs ;
- identifier les freins et leviers d'action et déboucher sur des solutions concrètes et opérationnelles proposées par le collectif ;
- permettre l'association d'un niveau décisionnel et des élus.

Le prestataire définira les méthodes les plus appropriées, préparera les supports des ateliers et en établira le compte-rendu. Il en assurera l'animation, avec un appui possible de la DGALN (trois personnes formées aux méthodes d'intelligence collective).

Le temps inter-atelier permet a minima de définir le programme de chaque séance d'Atelier. Selon les besoins identifiés lors des ateliers, le temps inter-Atelier pourra être mis à contribution pour valider des hypothèses formulées, aller plus loin sur certaines problématiques, mener des entretiens, organiser des formations, etc. La maîtrise d'ouvrage exécute ce travail inter-atelier, avec un éventuel soutien du prestataire.

### **Atelier 1 : Prise de connaissance et problématisation des enjeux**

Il s'ouvre par une séquence politique présidée par le préfet de région, regroupant les principaux élus et partenaires institutionnels des territoires. Cette séquence permet de présenter l'équipe titulaire du marché, la thématique, les attendus et l'organisation de l'Atelier. Elle comprend une restitution de *l'étude prospective relative à la mise en place d'un dispositif d'anticipation et de mutualisation de la compensation environnementale pour favoriser la réalisation de projets économiques et d'infrastructures de transport en Normandie*, dont une synthèse aura été préparée par la maîtrise d'ouvrage à ces fins. Le prestataire partagera avec l'ensemble des acteurs les enseignements issus du diagnostic et de la phase d'appropriation.

Après cette première séquence politique, l'atelier se poursuit par une séquence de travail technique. Elle permettra au groupe des participants de s'accorder sur les besoins des parties prenantes et de reformuler collectivement la problématique et les défis. En **clôture de l'atelier**, une **première** expression de solutions sera esquissée sous forme de remue-méninges pouvant déboucher sur le choix d'une ou plusieurs idées à explorer au cours de l'atelier suivant. Pour animer cette séquence, le prestataire pourra s'appuyer sur les enseignements de la phase de lancement :

- 1/ Identification des acteurs, de leurs rôles, leurs attentes : travail de réflexion collective, proposé en séance par le prestataire sur la base de ses analyses et du retour des entretiens,
- 2/ Restitution des principaux projets d'aménagement futurs connus sur le territoire de la vallée normande de la Seine,
- 3/ Présentation des milieux naturels et état des lieux des mesures compensatoires. Cette séquence sera l'occasion de rappeler les pratiques, la doctrine nationale ou locale et les autres démarches intéressantes au niveau national,
- 4/ Présentation des enjeux agricoles en vallée normande de la Seine.
- 5 / Accord sur les besoins des parties prenantes et reformulation collective de la problématique.

### **Entre l'atelier 1 et l'atelier 2 :**

Approfondissements éventuels par la maîtrise d'ouvrage sous forme d'entretiens avec des acteurs identifiés, de visites de sites ou de formations, selon les besoins identifiés lors de l'atelier 1.



A ce stade de la démarche, un benchmark des réalisations observées dans d'autres territoires et susceptibles de nourrir la réflexion dans le cas de la Normandie pourra être apporté par la maîtrise d'ouvrage au niveau inter-DREAL, avec le concours de la sous-direction de la préservation et de la restauration des écosystèmes terrestres de la DGALN, du CGDD et du Cerema.

## **Atelier 2 : Formulation des options d'anticipation et de mutualisation des mesures compensatoires**

Lors du deuxième atelier, le prestataire proposera au groupe de compléter et d'approfondir les pistes de solutions identifiées lors du premier atelier et de prendre connaissance de solutions déployées localement et de références extraterritoriales, au travers d'outils de facilitation et grâce au travail réalisé en inter-atelier :

- 1/ Rappel des conclusions du premier atelier et mise à disposition de fiches illustrant des bonnes pratiques de mise en œuvre réussie de la séquence ERC : fiches existantes à adapter/compléter par le prestataire selon les besoins de l'atelier ;
- 2 / Présentation d'outils déployés ou en cours de mise en œuvre, en vallée normande de la Seine ou ailleurs sur le territoire hexagonal ;
- 3 / Prototypage des solutions : identification d'un ou plusieurs projets démonstrateurs et fédérateurs : localisation, opérateurs susceptibles d'être mobilisés, gouvernance, etc. ;
- 4 / Début de la co-construction de la feuille de route de la communauté ERC : objectifs, chantiers à mener et calendrier.

### ***Entre l'atelier 2 et l'atelier 3 :***

Approfondissements éventuels par la maîtrise d'ouvrage sous forme d'entretiens avec des acteurs identifiés, de visites de sites ou de formations, selon les besoins identifiés lors de l'atelier 2.

## **Atelier 3 : Pérennisation de la démarche.**

Les principales séquences de cet atelier pourraient être :

- 1/ Consolider la feuille de route de la communauté ERC en « challengeant », améliorant et stabilisant les solutions concrètes et opérationnelles identifiées : objectifs, chantiers, calendrier, méthode de suivi des besoins de compensation, etc. ;
- 2/ Élaborer des scénarios de gouvernance de la communauté ERC ;
- 3 / Éventuellement formuler des propositions de partenariats bilatéraux ou multilatéraux pour le déploiement d'outils présentés lors de l'Atelier 2.

## **2.4. Phase de restitution**

Le prestataire réalise la synthèse de la phase d'appropriation et des ateliers. Il formalise ces éléments sous forme d'un rapport, qui est présenté et validé par le comité de pilotage.

### **Séminaire local de restitution (1/2 journée)**

Il est présidé par le préfet de région. Il permet une communication élargie des résultats de l'Atelier. Le prestataire en assure l'animation, prépare les supports et établit le compte-rendu.

La présentation de la dynamique Atelier, son inscription dans un contexte plus large, l'intervention possible de grands témoins et la prise de paroles d'acteurs variés, prolongent l'appropriation des travaux par l'ensemble des parties prenantes et des décideurs du territoire. La DGALN, ayant vocation à tirer ses enseignements au plan national de la démarche normande, apporte son appui pour la co-construction de ce séminaire. Le prestataire, la DREAL et la DDTM76 peuvent être appelés à contribuer à la réflexion portant sur la diffusion de la méthode vers d'autres territoires.

Le séminaire clôt la démarche Atelier au niveau local et intègre une réflexion sur la capitalisation et la démultiplication des enseignements de l'Atelier.

## **2.5. Le calendrier prévisionnel**

A titre indicatif, le calendrier de la prestation pourrait être le suivant :

<b>Phase de lancement :</b>	mai
<b>Atelier 1 :</b>	Juin
<b>Atelier 2 :</b>	Septembre
<b>Atelier 3 :</b>	Octobre
<b>Séminaire de restitution</b>	Décembre

## **2.6. Livrables**

Le prestataire doit produire a minima les livrables suivants :

- **Livable 1** : la synthèse de la phase de lancement, dont la restitution des éventuelles interviews, sous la forme d'une présentation détaillée des enjeux sur le territoire et d'une première identification des problématiques et défis collectifs, ainsi qu'une note de proposition de méthode pour les ateliers. Cette synthèse est envoyée à la maîtrise d'ouvrage au minimum 15 jours avant l'Atelier 1.

- **Livable 2** : la trame d'animation prévue pour chaque séance d'Atelier (objectifs visés au regard des étapes précédentes et des résultats obtenus, résultats à atteindre à l'occasion de l'atelier suivant, méthode et modalités de mise en œuvre, besoins matériels, supports de présentation et de travail). Cette trame et les supports associés visent à exposer à la maîtrise d'ouvrage et aux différents partenaires la méthodologie conçue par le titulaire pour atteindre les objectifs de l'Atelier. Tous les documents sont envoyés à la maîtrise d'ouvrage au minimum 15 jours avant les séances d'Atelier.

- **Livable 3** : le carnet de suivi des ateliers 1, 2 et 3. Il doit être construit dès le premier Atelier et sera complété et ajusté tout au long de la mission. Il doit permettre à la maîtrise d'ouvrage de reprendre tout ou partie de son contenu pour communiquer sur l'avancement des travaux de

l'Atelier, en interne comme en externe, au fil de la démarche. Après chaque séance d'Atelier, le carnet est complété d'un rapport d'étape synthétisant :

- les principales avancées, les enjeux et la stratégie proposée pour les territoires, argumentée et étayée pendant les séances ;
- les échanges, points de débat, points de convergence, pour rendre lisible le processus d'élaboration ;
- les productions cartographiques et/ou visuelles élaborées lors des Ateliers.

Ce carnet de suivi est envoyé à la maîtrise d'ouvrage au plus tard 15 jours après chaque séance d'Atelier.

• **Livrable 4** : le rapport final. Il synthétise le déroulé de la démarche, les conclusions et résultats obtenus en termes de solutions, la feuille de route de la communauté ERC élaborée en séance, détaillant la mise en œuvre des actions et les acteurs concernés. Ce rapport est envoyé à la maîtrise d'ouvrage au minimum 15 jours avant le séminaire de restitution.

- **Livrable 5** : une plaquette de communication grand public permettant de rendre compte des réflexions et conclusions de l'Atelier, transmis au minimum 15 jours avant le séminaire de restitution. Tout autre document, résultat ou donnée produite dans le cadre du présent marché.

L'ensemble des travaux, une fois validé par la maîtrise d'ouvrage, est transmis par le prestataire aux acteurs du territoire impliqués dans la démarche.

## **2.7. Compétences attendues**

Le titulaire assure la direction de la mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage ; il est l'interlocuteur privilégié de la maîtrise d'ouvrage.

Le titulaire doit pouvoir jouer un rôle de facilitateur et d'ensemblier, essentiel au succès de la démarche. En se situant dans le cadre d'un processus itératif avec l'ensemble des participants et s'appuyant sur ses propres compétences, il s'agit pour le titulaire d'engager la dynamique de projet, dans un esprit d'appropriation par les parties prenantes. Le prestataire est mobilisé pour aider les acteurs du territoire à favoriser l'émergence d'une stratégie partagée, au bénéfice des dynamiques majeures pour le territoire en matière de transition écologique et industrielle.

L'ensemble de la démarche se fondera sur une écoute active et empathique des acteurs en place, afin de mettre en lumière la perception du sujet par chaque acteur et d'explorer les désaccords et résistances souvent non exprimées, et les logiques à l'œuvre qui freinent la construction d'une solution commune qui puisse satisfaire les besoins de tous.

Les ateliers prévus ont pour objet de favoriser l'émergence de solutions co-construites. Le prestataire définira les outils et méthodes les plus appropriés à cette fin. Il encouragera, à l'aide d'outils d'intelligence collective, une première expression permettant l'émergence de solutions.

Le titulaire dispose des compétences-clés suivantes :

- Expertise en design des organisations, maîtrise des méthodes d'intelligence collective et facilitation, et apport des sciences comportementales. Il doit montrer sa capacité à adapter sa

prestation à des contextes territoriaux différents et à conduire des débats avec des acteurs aux intérêts parfois divergents ;

- Expertise en écologie, notamment en matière de biodiversité, de gestion des espaces naturels et de connaissance des mesures compensatoire ;
- de grandes qualités d'analyse, de propositions, de synthèse, de restitution, d'animation et de pédagogie.

Des expériences analogues d'expérimentation de méthodes participatives d'Ateliers de co-construction de projets avec les élus seront appréciées. Une compréhension humaine du territoire et des organisations est indispensable à la réussite de la démarche pour rendre l'action possible et efficace.

Des éclairages techniques pourront être apportés, en tant que de besoin, par les services de l'État : à titre d'exemple, sur les aspects juridiques en matière d'évaluation environnementale, les outils existants en matière de mesures compensatoires, les dispositifs réglementaires relatifs à la protection de l'environnement, mais aussi en matière d'urbanisme et d'aménagement, y compris compréhension des marchés fonciers et des stratégies des opérateurs fonciers.

**DOCUMENTS NON CONTRACTUELS JOINTS AU DCE  
UTILES AUX CANDIDATS  
ET FACILITANT L'INTELLIGENCE DU DOSSIER**

**Sites locaux :**

- [DREAL Normandie](#)
- [Les cartes interactives | DREAL Normandie](#)
- [Guide ERC de la DREAL Normandie](#)
- [Les guides pour l'application de la doctrine ERC | Normandie artificialisation](#)
- [L'Agence normande de la biodiversité et du développement durable](#)
- [GIEC normand](#)

**Sites nationaux :**

- <https://www.geoportail-urbanisme.gouv.fr>
- [La séquence "éviter, réduire, compenser" \(ERC\) | Outils de l'aménagement](#)

**Site OFB :**

- [Office français de la biodiversité](#)

**Site du CEREMA :**

- <https://datafoncier.cerema.fr/>

**Les PPR et les cartes d'aléa :**

- [Cartes des risques d'inondation | DREAL Normandie](#)